

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE



Direction des collectivités territoriales
et de l'aménagement
Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

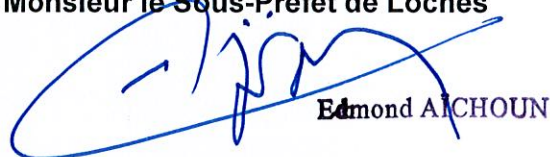
Affaire suivie par :
Audrey Livinal
☎ : 02.47.33.12.54
audrey.livinal@indre-et-loire.gouv.fr

H:\livinal.audrey\DOCS
AUDREY\URBANISME\Saisine autorité
environnementale\Beaulieu-les-
Loches\Demande d'examen au cas par
cas\courrier mairie bis .odt

Madame la Maire
3 Place du Maréchal Leclerc
37600 Beaulieu-Les-Loches

S/C Monsieur le Sous-Préfet de Loches




Edmond AICHOUN

Tours, le 26 juillet 2013

OBJET : Déclaration de projet en vue de la réalisation d'un projet de logements sociaux
en écoconstruction - Examen au cas par cas

Par courrier électronique en date du 12 juin 2013 dont il a été accusé réception le 1er juillet, vous avez adressé à l'autorité environnementale une demande d'examen au cas par cas pour une déclaration de projet portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour un projet de logements sociaux en éco-construction sur votre commune, enregistré sous le numéro F02413U0017.

Après examen du dossier transmis, les caractéristiques du projet montrent qu'il n'est pas réglementairement soumis à une telle demande.

En effet, le décret n°2012-995 du 23 août 2012 précise que "sont soumis à évaluation environnementale les documents d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000", ce qui est le cas de la commune de Beaulieu-Lès-Loches. Toutefois le 4° de l'article 4 précise que sont soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale "les déclarations de projet qui soit changent les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, soit réduisent un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle forestière, soit réduisent une protection édictée en raison de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances", ce qui n'est pas le cas pour la déclaration de projet visée.

En conséquence, en application de ce décret, celle-ci n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Christian Pouget

Direction des collectivités territoriales
et de l'aménagement
Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées


Affaire suivie par :
Audrey Livinal
☎ : 02.47.33.12.54
audrey.livinal@indre-et-loire.gouv.fr

H:\Vivinal.audrey\DOCS
AUDREY\URBANISME\Saisine autorité
environnementale\Beaulieu-les-
Loches\Demande d'examen au cas par
cas\courrier mairie .odt

Madame la Maire
3 Place du Maréchal Leclerc
37600 Beaulieu-Les-Loches



S/C Monsieur le Sous-Préfet de Loches


Edmond AÏCHOUN

Tours, le 26 juillet 2013

OBJET : Déclaration de projet en vue de la réalisation d'un projet de développement touristique "des troglos" de la commune - Examen au cas par cas

Par courrier électronique en date du 12 juin 2013 dont il a été accusé réception le 1er juillet, vous avez adressé à l'autorité environnementale une demande d'examen au cas par cas pour une déclaration de projet portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour un projet de développement touristique des "Troglos de Beaulieu" sur votre commune, enregistré sous le numéro F02413U0018.

Après examen du dossier transmis, les caractéristiques du projet montrent qu'il n'est pas réglementairement soumis à une telle demande.

En effet, le décret n°2012-995 du 23 août 2012 précise que "sont soumis à évaluation environnementale les documents d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000", ce qui est le cas de la commune de Beaulieu-Lès-Loches. Toutefois le 4° de l'article 4 précise que sont soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale "les déclarations de projet qui soit changent les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, soit réduisent un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle forestière, soit réduisent une protection édictée en raison de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances", ce qui n'est pas le cas pour la déclaration de projet visée.

En conséquence, en application de ce décret, celle-ci n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Christian Pouget